

**PLAINTES CONTRE BOUTEFLIKA ET OUYAHIA**

# Le RCD dénonce une campagne de désinformation

**Dans un communiqué rendu public hier, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a dénoncé des rumeurs qui travaillent à désinformer l'opinion publique à propos des plaintes que le parti a déposées contre Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Ouyahia. Pour le RCD, les deux plaintes déposées contre un candidat à la présidentielle et un chef de parti relèvent de juridictions ordinaires.**

**Sofiane Aït-Iflis - Alger**

(Le Soir) - Les deux plaintes en question sont vraiment problématiques pour le pouvoir. Le parti avait déjà eu peine à les faire enregistrer auprès du tribunal de Bir-Mourad-Raïs. Le RCD, on se le rappelle, avait alerté l'opinion publique sur le refus du tribunal à enregistrer ses plaintes. Promptement, le procureur de la République près le tribunal avait réagi pour soutenir que les deux plaintes ont

été enregistrées. La polémique en est restée là, ce qui laissait supposer que les deux dossiers suivaient depuis la procédure prévalant au niveau des tribunaux. Hier, le parti de Saïd Sadi a informé d'une campagne en sourdine de désinformation sur les deux plaintes. «Des officines plus ou moins identifiées distillent des rumeurs qui sont autant d'indices sur la volonté de désinformer l'opinion publique sur les plaintes

déposées par le RCD contre un candidat à la présidentielle, un secrétaire général d'un parti politique et le P/APC d'Alger-Centre», a alerté le parti, ajoutant qu'«une propagande sournoise voudrait faire accroire que, s'agissant des deux premières plaintes, le RCD aurait commis une erreur de procédure puisque, est-il suggéré, le chef de l'Etat comme le Premier ministre relèveraient, en cas de faute grave, de la haute cour de l'Etat». Pour ne pas laisser l'opinion publique abusée par ces rumeurs, le RCD a rappelé qu'il a déposé plainte contre un candidat à l'élection présidentielle et contre un responsable de parti politique et que ces deux qualités relèvent de juridictions ordinaires.

«Concernant la haute trahison, le RCD n'étant ni

produit ni producteur du système, ne dispose pas d'éléments patents à même de vérifier une telle forfaiture.

Si des clients ou des clans du sérail sont en possession de preuves concernant de tels méfaits, il est de leur responsabilité et devoir d'en faire publiquement état et de les porter à la connaissance des institutions habilitées à traiter ce genre de dossier. Les règlements de comptes entre clans ne sont que la manifestation d'affrontements politiques d'un système qui est à l'origine de l'impasse où s'enlise la nation Algérienne», est-il souligné. Le RCD n'est, par ailleurs, pas resté sans rappeler ce qu'il a dénoncé et qui lui a valu l'avalanche de calomnies qu'il a essuyées.

Dans son communiqué, le parti a rappelé avoir dénoncé «un abus de l'utili-

sation des deniers et des biens de l'Etat ainsi que le dépassement du seuil légalement prévu dans le financement d'une campagne électorale», «des propos diffamatoires gravement attentatoires à l'honneur et au patriotisme des citoyens ayant refusé la soumission dans un package illégal, illégitime et dangereux pour l'avenir national» et «des actes relevant de la pure délinquance, initiés dans

leur exécution, par «des élus» locaux de la capitale».

Le RCD a estimé, en outre, qu'en ayant initié ces procédures, il assume, une fois de plus, sa mission de parti politique républicain. Il a sollicité la contribution des acteurs soucieux de l'assainissement de la vie politique pour la construction d'un Etat de droit, l'opportunité leur étant aujourd'hui offerte.

S. A. I.

## Sadi anime une conférence à Paris

Le président du RCD, Saïd Sadi, animera samedi 19 septembre une conférence à Paris. Des militants et des invités sont attendus à partir de 16 h au siège du parti, sis au 100 boulevard de Belleville, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, où Saïd Sadi donnera une conférence autour de la situation politique qui prévaut dans le pays.

S. A. I.

## NUIT DU DESTIN (LEILAT EL-KADR)

### L'association «Le Souk» honore les enfants malades

A l'occasion du 27<sup>e</sup> jour du Ramadhan, (Leïlat El-Kadr), l'association d'aide aux enfants malades et hospitalisés «Le Souk» a offert une soirée en faveur des enfants hospitalisés, les cancéreux notamment, dont elle s'occupe dans le cadre de ses activités d'aide aux enfants malades. Composée d'étudiants dans sa majorité, cette association ne ménage ni son temps, ni ses efforts pour soulager ces enfants frappés par la maladie en leur apportant un réconfort moral certain dans leurs épreuves quotidiennes pour combattre la maladie.

Le siège de l'association se trouve au niveau du centre Pierre et Marie-Curie de l'hôpital Mustapha, qui a eu l'amabilité de mettre à la disposition de ses membres un bureau. Louable initiative de l'association Le Souk qui bénéficie de l'aide de quelques sponsors privés pour offrir des cadeaux, vêtements et autres, dont bénéficient ces enfants malades vivant loin de leur famille et étant souvent d'origine modeste. C'est au niveau de la salle des fêtes Djenina de Bouzaréah, gracieusement mis à la disposition de l'association, que s'est déroulée cette soirée avec la présence de nombreuses personnalités du monde culturel et sportif.

## COMMUNIQUÉ DE LA SEAAL

La Direction de distribution procédera le 17 septembre 2009 de 8h à 17h au remplacement de deux vannes sur son réseau. Les travaux sont localisés au niveau de Douéra.

Seaal précise que ces travaux vont engendrer une suspension de l'alimentation en eau potable qui touchera les communes de Douéra et Khraïcia.

Par conséquent, Seaal demande à ses clients de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de stocker de l'eau durant cette période.

Seaal met en place un dispositif de citernage afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments ainsi que la population dans les limites de ses possibilités.

Seaal remercie la population de sa compréhension et s'excuse auprès de ses clients pour les désagréments causés par cette coupure d'eau. Elle mettra tout en œuvre pour rétablir au plus vite la situation et assurer de nouveau la continuité de service.

Pour toutes informations, Seaal met à la disposition des clients le numéro de son centre d'appels téléphoniques le 1594 et ses téléconseillers seront à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

## ENTREPRISE PUBLIQUE BOUTEILLES À GAZ

### Le syndicat exprime son inquiétude

**Les travailleurs de Bouteilles à gaz (BAG) expriment leur «inquiétude pour l'avenir de leur entreprise qui risque de perdre un marché vital».**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Selon son syndicat d'entreprise, BAG est le fabricant unique depuis plus de 30 ans de bouteilles à gaz 11/13 kg P35, 6 kg et 3kg, de réservoirs GPL, de robinets pour bouteille à gaz et d'extincteurs.

Plus de 20 millions de bouteilles à gaz ont été mises sur le marché par l'entreprise BAG qui a été certifiée Iso 90001 dès 2003, selon le collectif syndical.

Ce syndicat constate que le gouvernement a confirmé le caractère «stratégique» de cette activité, et, dans le contexte actuel de crise économique mondiale, prend une série de mesures afin de réduire les importations.

Selon le même syndicat, l'unique client de BAG est «l'entreprise nationale publique Naftal (qui) engage un appel d'offres international pour l'im-

portation de 500 000 bouteilles à gaz butane».

Or ce marché, le syndicat d'entreprise affirme que «BAG l'attend depuis plus de 10 ans, période durant laquelle BAG s'est trouvée en grande difficulté par manque de commandes en bouteilles à gaz, et seule la concrétisation d'un marché à l'exportation vers l'Irak de 500 000 bouteilles nous a évité la fermeture et a permis de préserver 800 postes d'emploi».

Aussi, le syndicat sollicite-t-il auprès du président de la République «une intervention auprès des pouvoirs publics, sachant que nous risquons de perdre un marché vital pour nous et le pays, du fait que le client Naftal ne nous accorde pas les 15 % de préférence, rappelés dans la circulaire n° 62 du 22 décembre 2008 du Premier ministre, à l'instar du marché attribué en 2007 à un fournisseur tunisien».

**BAG est libre de participer, clame Naftal**

De son côté, Naftal, par une voix autorisée, assure que «dans le cadre de la sécurisation de la distribution

GPL, Naftal a du réformer un certain nombre de bouteilles qu'elle est tenue de remplacer». Il s'agit, selon la même source, d'assurer un approvisionnement régulier en carburants.

C'est à cet effet que la société nationale de distribution des produits pétroliers a lancé un appel d'offres national et international.

Finalité de cet appel d'offres, cette voix autorisée l'explique par la volonté de Naftal de mieux connaître le marché international et son évolution, en termes notamment de qualité, de prix et d'opérateurs. Soit une volonté de «se mettre au diapason du marché international», indique cette source.

Cependant, l'entreprise BAG a toute latitude de participer à l'appel d'offres lancé par la société Naftal, affirme-t-on au niveau de la Direction générale de Naftal.

«Rien ne l'empêche de participer et que le meilleur gagne», est-il affirmé. «Nous avons toujours été un client fidèle de BAG ; nous avons déjà acquis sa production», ajoute ce représentant patenté de Naftal.

C. B.

## ELLE A RÉUNI LES COMMISSIONS DE WILAYA DES ÉLUS

### Hanoune réaffirme son soutien à la LFC

**Saisissant l'occasion de la réunion des bureaux des commissions de wilaya des élus, Louisa Hanoune a, une fois de plus, considéré que les dispositions de la loi de finances complémentaire étaient salutaires pour l'économie nationale. Mieux encore, elle estime que ces mesures marquent un tournant qui pourrait sauver l'économie.**

Face aux élus, la secrétaire générale du PT a salué le «recentrage» effectué par le gouvernement qui, selon ses propos, s'inscrit dans le

sillage du discours prononcé par Bouteflika en 2008 face aux élus locaux. Si les textes permettant son application ont mis plus d'une

année à voir le jour, cela cacherait des résistances.

Mais la satisfaction de Lpuisa Hanoune est tempérée par une exigence difficile à concrétiser. Hanoune exige que ceux qui sont à l'origine de la privatisation «sauvage» et de la clocharisation du secteur public, qu'ils rendent des comptes sur leur gestion catastrophique. Allusion à peine voilée faite à Temmar. La

secrétaire générale du PT dit, cependant, ne pas comprendre la réaction du patronat qui a critiqué certaines mesures introduites dans le cadre de la loi de finances complémentaire. Le patronat, aux dires du numéro un du Parti de travailleurs devrait plutôt se réjouir du protectionnisme introduit et laisser aux barons de l'import-import le loisir de le déplorer.

N. I.